

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche  
1 bis rue de la Libération  
BP 70271  
50001 SAINT-LÔ Cedex

SAINT-LÔ, le 17/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SEMA SARL**

ZA Maison Georges  
50440 LA HAGUE

Références : 2022-50-237

Code AIOT : 0005301807

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement SEMA SARL implanté ZA Maison Georges 50440 LA HAGUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection intervient dans le cadre de la procédure d'autorisation de changement d'exploitant initiée en application des articles L.516-1 et R.516-1 du code de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEMA SARL
- ZA Maison Georges 50440 LA HAGUE
- Code AIOT : 0005301807
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Chaudronnerie industrielle évoluant dans les domaines du nucléaire et de la défense.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Mise à jour des informations concernant la demande de changement d'exploitant.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection	Autre information
1	Garanties Financières	Code de l'environnement du 15/11/2022, article R.516-1	/	Sans objet
2	Modification des installations	Code de l'environnement du 15/11/2022, article R.181-46-II	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des compléments doivent être fournis par l'exploitant pour tenir compte des modifications actuelles ou à courts termes, apportées ou à apporter aux installations.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Garanties Financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/11/2022, article R.516-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Constitution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.
<b>Constats :</b> Un nouveau calcul du montant des garanties financières doit être fourni à la préfecture de la Manche (copie DREAL Normandie) pour tenir compte du contexte économique actuel et des évolutions à court terme à apporter à l'établissement en matière de clôture du site.  L'exploitant doit dans le même temps, s'engager à réaliser cette clôture dans le délai d'un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Modification des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/11/2022, article R.181-46-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de rétention des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, (...), à leurs modalités d'exploitation (...) ainsi qu'aux autres équipements, installations (...) inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, (...), par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'implantation des cuves enfouies sous parking, destinées à la rétention des eaux d'extinction, doit être portée à la connaissance de l'inspection, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (plans et justificatif de dimensionnement).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

-----<<<<0>>>>-----